

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LE BILAN DE L'OBSERVATOIRE

— Julie Thibeault

Quinze années se sont écoulées depuis la fondation de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue en 2000. À quelques jours du licenciement de la permanence, nous profitons de cette 180^e et dernière parution du *Bulletin* pour tracer un bilan de l'aventure qui s'achève.

L'idée de créer un observatoire émane de la vision de Guy Lemire, alors directeur général du Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT). M. Lemire avait constaté, au fil de sa carrière et à la lumière de différentes initiatives ne s'étant pas avérés pérennes, la nécessité de rassembler en un même lieu la connaissance régionale. Au chapitre des conditions de réussite, il fallait également y affecter des ressources professionnelles qui en assureraient le traitement et la diffusion, trop de connaissances étant mises aux oubliettes et trop de décisions importantes se prenant « à l'œil », à son avis.

En 1999 qu'il soumet l'idée de fonder l'Observatoire au conseil d'administration du CRDAT, et en 2000, la signature d'une résolution donne officiellement naissance à l'organisation. En 2003, une entente spécifique en assure le financement pour une période de cinq ans. À son échéance, le conseil d'administration de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue, qui a remplacé le CRDAT, décide de prendre l'Observatoire sous son aile, d'en faire une priorité et d'assurer son financement à même le Fonds de développement régional (FDR) dont il assure la gestion.

Au fil de ses quinze années d'existence, l'Observatoire a bâti un centre de documentation riche quelques milliers de

titres – essentiellement des documents traitant de l'Abitibi-Témiscamingue et de ses cinq MRC – et compilé des centaines de tableaux statistiques portant sur tous les aspects de l'Abitibi-Témiscamingue, le plus souvent sous forme de séries chronologiques. Plusieurs publications ont vu le jour : le *Bulletin*, les *Portraits de la région*, le *Tableau de bord de l'Abitibi-Témiscamingue*, *L'Abitibi-Témiscamingue à grands traits*, etc., de même qu'un site Internet s'étant enrichi d'un *Atlas* interactif en 2008.

De nombreuses conférences, entrevues et chroniques ont été livrées au fil du temps au sujet des thématiques les plus variées, de même qu'ont eu cours des dizaines de collaborations avec autant d'organisations locales et régionales requérant nos services. Plusieurs milliers de demandes d'informations nous sont parvenues et nous ont permis d'avoir un contact privilégié avec les acteurs du développement régional dans son sens le plus large.

Le duo des agentes de recherche de la première heure, Mariella Collini et Julie Thibeault, est également devenu un trio pendant sept ans, Lili Germain ayant joint les rangs de l'Observatoire de 2002 à 2009.

Aujourd'hui, dans la foulée de l'abolition de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue, le mandat des agentes de recherche de l'Observatoire se termine. Pour notre part,

ce fut chaque jour un plaisir de contribuer à rassembler, comprendre et diffuser la connaissance concernant l'Abitibi-Témiscamingue. Nous espérons que celle-ci connaîtra des jours meilleurs et que la masse de documentation que nous avons rassemblée pourra être mise à profit et rendue accessible à tous. ■



Julie Thibeault et Mariella Collini
Agentes de recherche

COURS 101 SUR L'ENM

— Mariella Collini

Toujours dans l'optique de guider les gens vers une meilleure compréhension des réalités des populations et des milieux et de favoriser une prise de décision éclairée en matière de développement local et régional, l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue dresse un état des lieux quant aux données issues de l'*Enquête nationale auprès des ménages de 2011* de Statistique Canada.

D'entrée de jeu, il est utile de rappeler que Statistique Canada a remplacé le questionnaire long et obligatoire du Recensement 2011 par une enquête à caractère volontaire, intitulée l'*Enquête nationale auprès des ménages* (ENM). Depuis sa diffusion en 2013, c'est désormais au moyen de cette enquête que l'on peut dénicher les données ayant trait à l'emploi, au revenu, à la scolarité, au logement ou encore, à l'immigration d'un quartier rural, d'une municipalité, d'un territoire de MRC ou de l'ensemble d'une région. Au quotidien, les usages dérivés d'une telle enquête sont multiples : décrire et suivre l'évolution des réalités socioéconomiques de la population, planifier la gestion du territoire, élaborer et gérer des programmes de développement ou encore allouer des ressources.

Or, à la lumière de diverses analyses¹ portant sur les estimations de l'ENM, il s'avère que les appréhensions manifestées par de nombreuses organisations et chercheurs quant à la fiabilité et à la comparabilité des données, notamment pour des niveaux géographiques fins et des sous-populations, étaient bien justifiées. Ainsi, avant de produire des états de situation à caractère socioéconomique, tout utilisateur doit être conscient des limites associées à l'ENM et soucieux d'appliquer de nouvelles règles d'utilisation des données. Cela est d'autant plus une nécessité à l'échelle de petits territoires tels que les nôtres.

FIABILITÉ DES DONNÉES

Essentiellement, tout utilisateur de l'ENM doit consulter le taux global de non-réponse (TGN) pour évaluer la qualité des estimations qu'il s'apprête à utiliser. Un TGN inférieur à 50 % autorise normalement la diffusion des estimations pour un territoire géographique donné. À partir de ce critère, Statistique Canada a diffusé les données pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue et ses cinq territoires de MRC. Avec un TGN

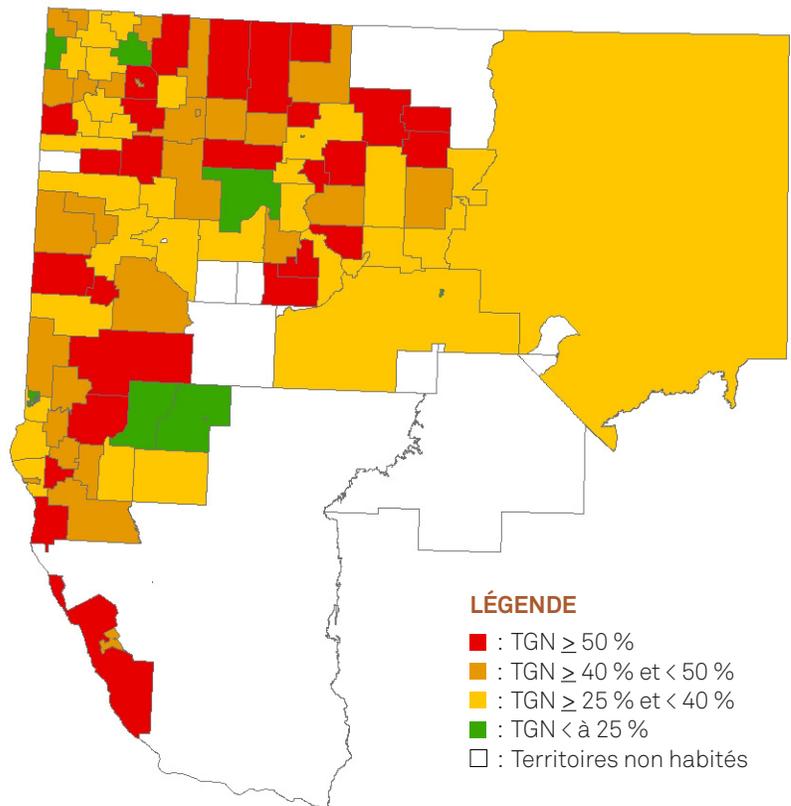
variant de 10,5 % à 68,4 %, des restrictions s'appliquent pour un certain nombre de municipalités et quartiers ruraux (anciennes municipalités regroupées) de la région.

Suivant ces nouvelles règles de diffusion, la carte suivante illustre les municipalités et les territoires selon leur TGN. En raison d'un TGN qui égale ou dépasse 50 % (en rouge), les données ne sont pas diffusées pour 19 municipalités et territoires de la région. C'est le cas de Témiscaming, Saint-Édouard-de-Fabre, Lorrainville, Angliers, Rémigny, Duparquet, Roquemaure, Poularies, Authier-Nord, Champneuf, Rochebaucourt,

La Morandière, Landrienne, Saint-Marc-de-Figuery, Saint-Félix-de-Dalquier, Berry, Sainte-Gertrude-Manneville, Malartic et le TNO Lac-Chicobi (Guyenne). L'Observatoire, ayant fait l'acquisition de données spécifiques aux quartiers ruraux, note que celles-ci ne répondent pas au critère de fiabilité établi pour Montbeillard, Destor, Cloutier et Vassan.

Ensuite, la carte montre clairement que la majorité des municipalités de la région ont un TGN qui oscille entre 25 % et 50 % (orange et jaune). Bien que disponibles, il est recommandé de faire preuve de

Municipalités et quartiers ruraux selon le taux global de non-réponse
> Enquête nationale auprès des ménages de 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages de 2011*.
Traitement cartographique commandé par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, 2015.

prudence dans leur utilisation, surtout si les communautés sont de très petite taille. Enfin, seule une dizaine de territoires affichent un TGN inférieur à 25 %, critère de diffusion des données des recensements antérieurs et gage de données plus fiables. En raison de leur très petite superficie, il est difficile de localiser sur la carte les communautés algonquines. Or, cinq communautés algonquines de la région ont un TGN inférieur à 25 %.

COHÉRENCE DES DONNÉES

En plus du TGN, Statistique Canada recommande d'être particulièrement attentif avant d'utiliser les données pour des géographies comptant moins de 5 600 personnes, ce qui est le cas de la plupart des municipalités du territoire, à l'exception des villes d'Amos, La Sarre, Rouyn-Noranda et Val-d'Or.

Ainsi, même si les municipalités de moins de 5 600 personnes affichent un TGN inférieur à 50 %, Statistique Canada suggère de comparer le nombre de personnes dans les ménages privés du recensement 2011 et celui de l'ENM pour juger de la cohérence des données. Lorsque la différence en pourcentage est supérieure à 10 %, le risque que la qualité des estimations de l'ENM soit altérée augmente pour ces territoires. C'est le cas des municipalités de Saint-Eugène-de-Guigues, Kipawa, Launay, Rivière-Héva et Rapide-Danseur. Le quartier rural de Mont-Brun est aussi du nombre.

Aussi, il est suggéré de réaliser une analyse des tendances entre les données tirées de l'ENM 2011 et celles du recensement 2006, par exemple pour les variables traitant de la scolarité, de l'emploi ou du logement. Cet exercice d'analyse et d'interprétation apparaît difficile, voire aléatoire, pour plusieurs municipalités. Celles de Sainte-Hélène-de-Mancebourg, Guérin, La Corne, Laniel et Kitcisakik et les quartiers ruraux d'Arntfield, Mont-Brun, Bellecombe et Rollet feraient l'objet d'importants écarts entre les données. Est-ce en raison de biais sur la valeur réelle des données ou est-ce un réel gain ou recul de la situation? Difficile à dire.

En l'occurrence, d'autres sources alternatives devraient être utilisées pour valider les estimations extraites de l'ENM. Or, en

dehors du recensement de 2006, les sources alternatives sont rarissimes à des échelles géographiques relativement fines. De plus, peu d'outils méthodologiques nécessaires à l'évaluation de la qualité des estimations sont présentement disponibles.

COMPARABILITÉ DES DONNÉES

Toute modification importante aux méthodes d'enquête, comme c'était le cas lors du passage du recensement long obligatoire à une enquête volontaire en 2011, a une incidence sur la comparabilité des données au fil du temps. Dans un tel contexte, les estimations de l'ENM 2011 ne sont plus directement comparables aux données du recensement 2006. Statistique Canada recommande la plus grande prudence lors de comparaisons, tout particulièrement pour des territoires de petite taille. La pratique semble corroborer ces mises en garde. Un bilan réalisé par l'ISQ conclut qu'une majorité des experts considère que les estimations

issues de l'ENM, une enquête de première génération, ne devraient pas être comparées aux données des recensements antérieurs, à l'exception de celles ayant fait l'objet de validations approfondies.

EN CONCLUSION

Bien que l'ENM soit destinée à recueillir des données sociales et économiques sur la population, la méthodologie d'enquête priorisée – à participation volontaire – entraîne son lot de défis, notamment pour de petits niveaux géographiques et pour des groupes ciblés de la population. Au-delà de la perte de comparabilité, plusieurs validations et mises en garde doivent être réalisées pour assurer une diffusion adéquate des données de même qu'une juste interprétation de celles-ci. Ces nouvelles pratiques sont d'autant plus nécessaires que le gouvernement fédéral entend reconduire l'ENM en 2016.

✓ PRISES DE POSITIONS... ET NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE

Avec la diffusion des résultats de l'ENM, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a mené une large consultation auprès des ministères et organismes gouvernementaux. Le bilan aborde notamment la recension des démarches entreprises afin de procéder à l'évaluation de la qualité des estimations et, en conséquence, des décisions relatives à l'utilisation et la diffusion des données.

- L'ISQ a pris la position explicite de ne plus diffuser les données à l'échelle des municipalités qui composent chaque région administrative. Certaines données régionales sont diffusées uniquement sous des thématiques particulières, et ce, à la suite d'une analyse garantissant la fiabilité des données.
- Dès que le TGN franchit la barre des 30 %, une organisation compare systématiquement les chiffres de la population du Recensement de 2011 aux estimations de l'ENM.
- Dès que le compte de population est inférieur à 5 000 personnes, une organisation prend soin de ne publier aucune donnée, alors qu'une autre suggère d'accompagner toute diffusion d'une note précisant que l'utilisation des données nécessite une vigilance accrue.
- D'autres organisations se limitent aux données à l'échelle provinciale ou régionale lorsque leurs besoins requièrent un degré de précision important, notamment pour traduire les réalités de populations très ciblées ou encore, là où le croisement de plusieurs variables est nécessaire.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : ses portées et limites - Bilan de la consultation auprès des ministères et organismes gouvernementaux du Québec*, 2015.

1. Statistique Canada, *Guide de l'utilisateur de l'ENM*, 2013, Institut de la statistique du Québec, *Note d'information - Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada : État des connaissances à l'intention des utilisateurs du Québec*, décembre 2013 et *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : ses portées et limites - Bilan de la consultation auprès des ministères et organismes gouvernementaux du Québec*, 2015, Table de concertation nationale en surveillance, *Guide pratique pour le traitement et la diffusion des données de l'ENM 2011*, décembre 2014.

L'OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

L'OBSERVATOIRE EN CHIFFRES

— Julie Thibeault

Coup d'oeil sur les principales réalisations de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue au fil de ses quinze années d'existence.

Tour d'horizon de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue > 2000 à 2015

PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'OBSERVATOIRE DEPUIS 15 ANS	EN CHIFFRES
Bulletin mensuel	179 numéros
Portraits de la région - 26 thématiques différentes	82 portraits et mises à jour
Tableau de bord de l'Abitibi-Témiscamingue	10 éditions
L'Abitibi-Témiscamingue à grands traits	4 000 copies distribuées
Demandes de renseignements personnalisés	5 000 demandes
Centre de documentation	1 400 documents
Tableaux statistiques colligés et compilés	Plusieurs centaines
Site Internet (quatre moutures différentes)	15 000 visites par an
Atlas de l'Abitibi-Témiscamingue	83 couches d'information
Chroniques à la radio de Radio-Canada	36 chroniques
Chroniques à la télé de Radio-Canada	27 chroniques
Chroniques dans la presse écrite (avec VAT)	9 chroniques
Entrevues dans les médias	275 entrevues
Conférences et présentations	60 conférences
Collaborations avec différentes organisations (études, conseils)	44 collaborations
Reportages s'appuyant sur nos publications et données	Plusieurs centaines
Formations organisées	10 formations
Collaboration au comité aviseur de Valorisation Abitibi-Témiscamingue et présentations régulières	Depuis 2006
Nombre d'abonnés à nos publications	2 300 abonnés
Veille stratégique d'information quotidienne	335 pages Web



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

170 avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7
T. : 819 762-0774 Téléc. : 819 797-0960
observatoire@observat.qc.ca
OBSERVAT.QC.CA

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
2 300 abonnements

EN VITRINE

Notre **PORTRAIT DES JEUNES** vient d'être remis à jour. On y parle d'appartenance, d'implication, de démographie, de scolarité, d'emploi et de revenu.

Cliquez sur l'image pour y accéder!



EN VITRINE

Notre **PORTRAIT DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE** vient d'être remis à jour. Il aborde le nombre de familles, leurs différents types, le nombre d'enfants ainsi que la situation socioéconomique de ces familles. Le tout est présenté à la fois à l'échelle régionale et à celle des cinq territoires de MRC.

Cliquez sur l'image pour y accéder!

